

Février 2014

N° 112029

Contacts :
Jérôme Fourquet
Guillaume Marchal
prenom.nom@ifop.com

Les Français, la politique sociale et la lutte contre l'assistanat

Paris
Toronto
Shanghai
Buenos Aires

ifop

Connection creates value

pour

les enquêtes du contribuable

Etude réalisée par l'Ifop pour :

Les enquêtes du contribuable

Echantillon :

Echantillon de **1003 personnes**, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil :

Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (*CAWI - Computer Assisted Web Interviewing*).

Dates de terrain :

Du 21 au 24 février 2014.

L'adhésion à différentes propositions sur le chômage et la politique sociale

Question : Etes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec chacune des propositions suivantes ?

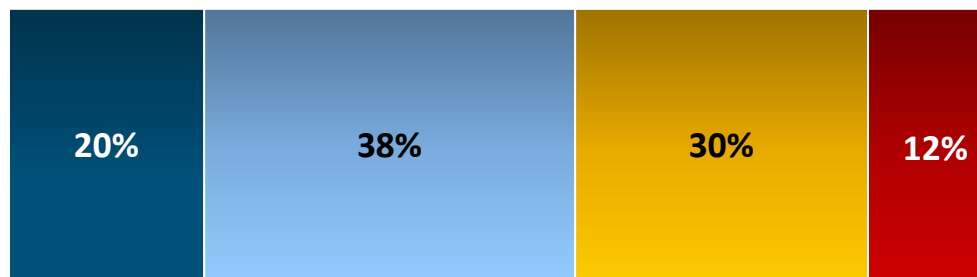
TOTAL D'accord

58%

TOTAL Pas d'accord

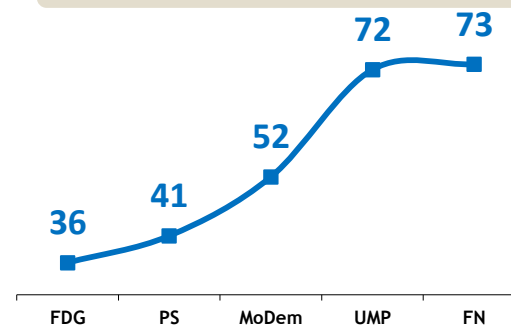
42%

« Les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment »



TOTAL D'accord

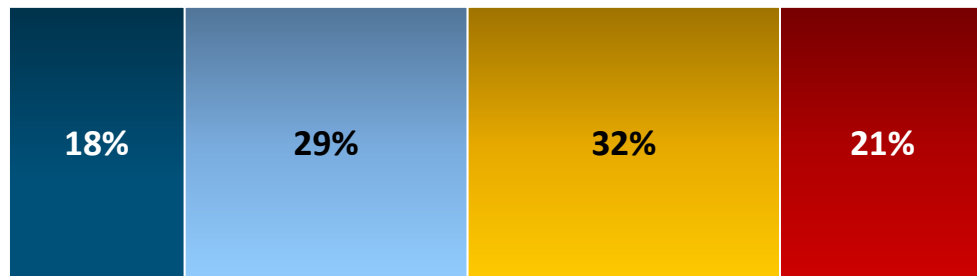
Proximité politique



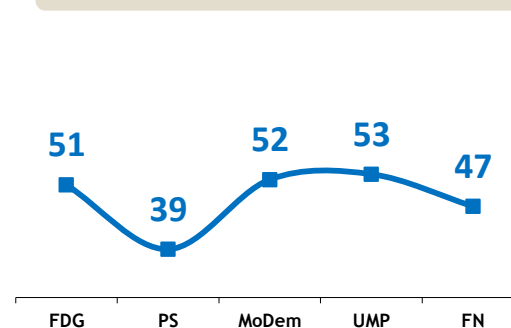
« Il faut réserver les allocations et prestations sociales uniquement aux 15% des Français les plus pauvres »

47%

53%



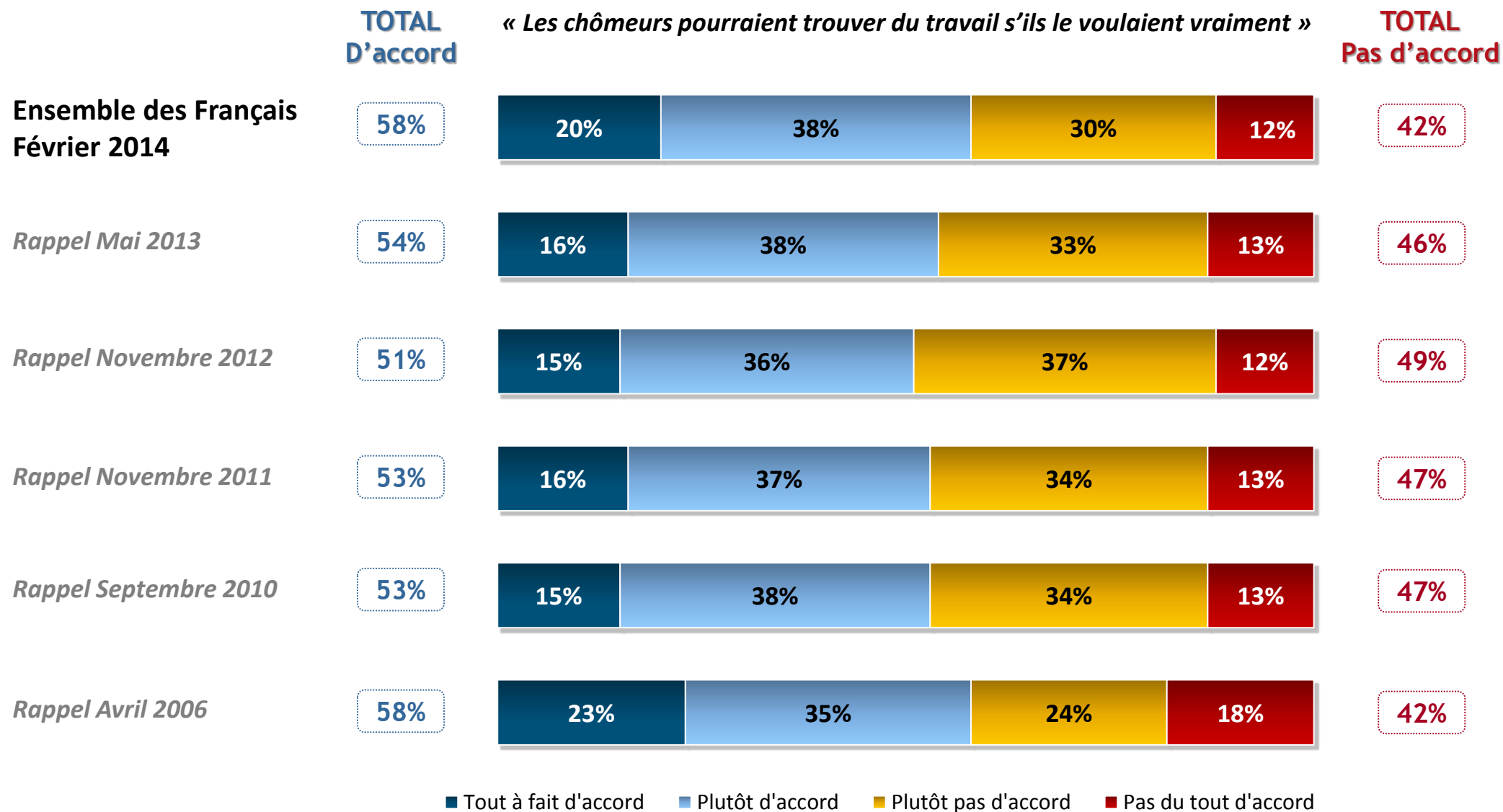
Proximité politique



■ Tout à fait d'accord ■ Plutôt d'accord ■ Plutôt pas d'accord ■ Pas du tout d'accord

L'adhésion à différentes propositions sur le chômage et la politique sociale

Question : Etes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec chacune des propositions suivantes ?

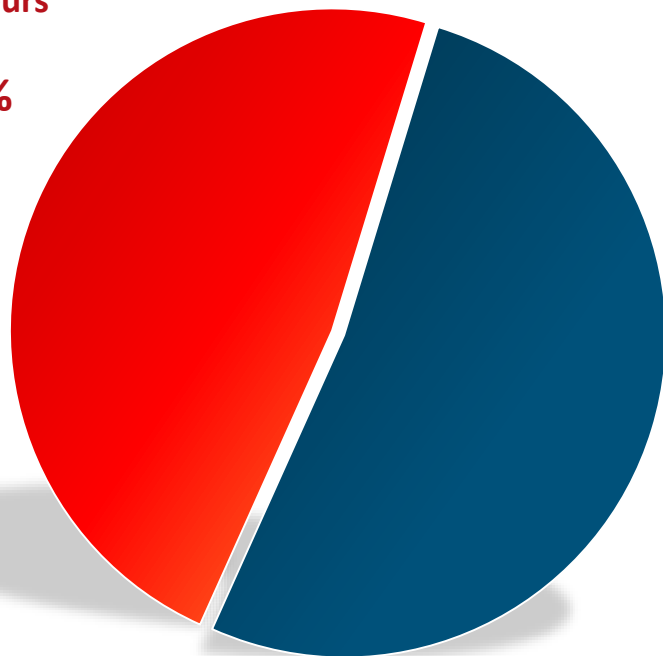


Les organismes privilégiés pour lutter contre la fraude aux prestations sociales

Question : En matière d'allocations et de prestations sociales, faut-il selon vous que les contrôles pour lutter contre les abus et fraudes soient effectués...

Par des organismes extérieurs

48%

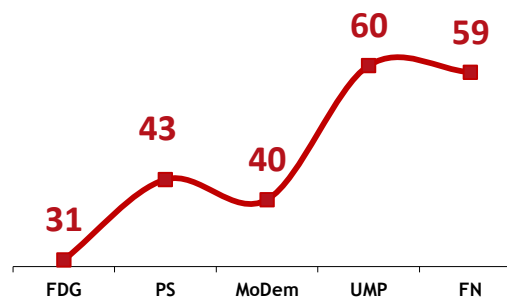


Par les organismes (Pôle Emploi, Caisse d'Allocations Familiales, Sécurité Sociale) qui versent les allocations et prestations sociales

52%

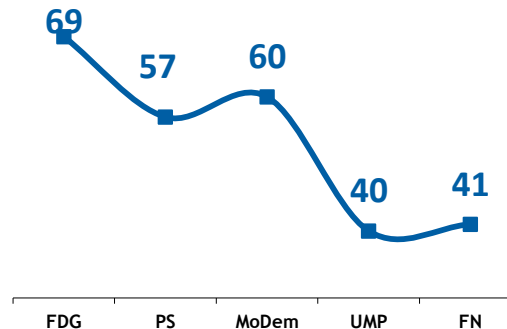
Réponses « Par des organismes extérieurs »

Proximité politique



Réponses « Par les organismes (Pôle Emploi, Caisse d'Allocations Familiales, Sécurité Sociale) qui versent les allocations et prestations sociales »

Proximité politique

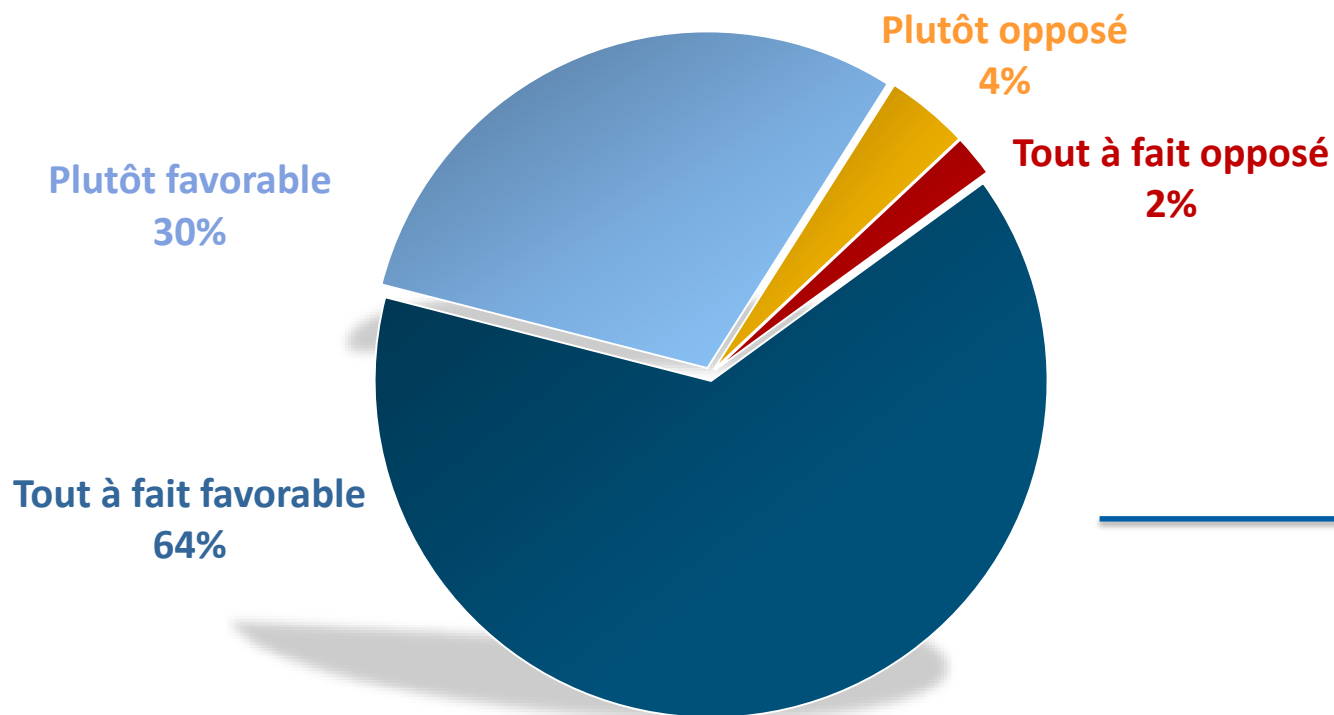


L'adhésion au fait de devoir présenter une carte d'identité sécurisée pour demander des prestations sociales

Question : Seriez-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou tout à fait opposé à ce qu'une carte d'identité sécurisée doive être présentée lors d'une demande d'allocation ou de prestation sociale ?

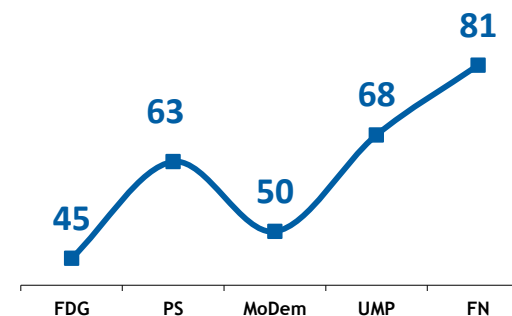
TOTAL « Favorable »
94%

TOTAL « Opposé »
6%



Réponses « Tout à fait favorable »

Proximité politique



Près de six Français sur dix estiment que les demandeurs d'emploi pourraient trouver s'ils le voulaient vraiment...

Une majorité de Français (58%) est d'accord avec l'affirmation selon laquelle « les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment », et 20% sont même « tout à fait » d'accord avec cette idée (38% sont « plutôt » d'accord). Le clivage politique est cependant très prégnant sur cette question, car si les sympathisants de droite et d'extrême droite se disent très majoritairement d'accord (respectivement 72% des sympathisants UMP et 73% des sympathisants FN), ce n'est pas le cas à gauche (seuls 36% des sympathisants du Front de Gauche et 41% des sympathisants du PS sont d'accord) et seule un peu plus de la moitié des sympathisants du MoDem (52%) approuvent cette affirmation. La proportion de Français « tout à fait d'accord » avec l'idée que les chômeurs pourraient trouver à condition de vraiment le vouloir varie aussi selon l'âge, et alors que 25% des moins de 35 ans sont « tout à fait d'accord », seuls 14% des 65 ans et plus émettent un avis aussi catégorique sur cette question.

La part de Français qui sont d'accord avec cette affirmation a augmenté par rapport à ces quatre dernières années (où la proportion de Français « d'accord » se situait entre 51 et 54%, et la proportion de Français « tout à fait d'accord » entre 15 et 16%), pour retrouver son niveau d'avril 2006, où ils étaient, en pleine campagne présidentielle précédant la victoire de Nicolas Sarkozy, 58% à estimer que les chômeurs pourraient trouver s'ils le voulaient vraiment. Si la crise, commencée en 2008, et qui s'est traduite par une hausse importante du chômage a, dans un premier temps, eu pour conséquence de faire baisser quelque peu cette opinion, tel n'est plus le cas aujourd'hui.

... mais plus d'un sur deux n'est pas d'accord avec l'idée de réserver les allocations et prestations sociales aux catégories les plus pauvres

La majorité des Français n'est, en revanche, pas d'accord avec l'idée qu'il faille « réserver les allocations et prestations sociales uniquement aux 15% des Français les plus pauvres » (53%, dont 21% « pas du tout d'accord »). Cet avis est partagé de façon un peu plus homogène selon les sympathies politiques, même si ce sont surtout les sympathisants PS (61%), puis les sympathisants FN (53%), qui ne sont pas d'accord, pendant qu'une majorité des sympathisants Front de Gauche (51%), MoDem (52%) et UMP (53%) sont, au contraire, d'accord avec cette affirmation.

En outre, les ouvriers et les indépendants et employeurs y adhèrent dans des proportions plus importantes (ils sont respectivement 57% et 66% à être d'accord).

Pour lutter contre la fraude aux prestations sociales, seule une courte majorité de Français fait confiance aux organismes responsables de leur versement

Pour plus d'un Français sur deux (52%), il faut que les organismes chargés de verser les allocations et prestations sociales soient eux-mêmes chargés de lutter contre les abus et fraude, contre 48% qui confieraient cette responsabilité à des organismes extérieurs, signe d'une certaine défiance dans la capacité ou la volonté de ces opérateurs à lutter contre la fraude. Sur cette question aussi le clivage politique est fort, puisque parmi les sympathisants de droite et d'extrême droite, une large majorité considère qu'il faut confier la lutte contre les abus et fraudes à des organismes extérieurs (60% des sympathisants UMP, 59% des sympathisants FN). A l'inverse, seuls 43% des sympathisants PS, 40% des sympathisants MoDem et 31% des sympathisants Front de Gauche sont de cet avis.

Le principe d'une carte d'identité sécurisée pour demander des prestations sociales remporte une adhésion quasi-unanime des Français

Plus de neuf Français sur dix (94%) se disent favorables à ce qu'une carte d'identité doive être présentée lors d'une demande d'allocation ou de prestation sociale. Plus de trois sur cinq (64%) y sont même « tout à fait favorable », et si on observe également, sur cette proposition, quelques écarts selon les sympathies politiques, le principe est très majoritairement admis dans la population. A l'exception des sympathisants du Front de Gauche, qui ne sont que 45% à y être « tout à fait favorables » (mais tout de même 79% favorables en y additionnant les 34% de sympathisants Front de Gauche « plutôt favorables »), les sympathisants de gauche comme de droite y sont tous, en majorité, « tout à fait favorables ». Sur ce sujet, l'écart entre sympathisants PS et UMP est même faible (68% contre 62%, soit seulement 6 points d'écart), et c'est surtout avec les sympathisants du FN que l'écart est prononcé. Ces derniers sont 81% à être « tout à fait favorables » au fait d'exiger des demandeurs de prestations sociales une carte d'identité sécurisée. De même, les Français les plus âgés sont plus nombreux à soutenir franchement cette mesure (75% des 50-64 ans et 71% des 65 ans et plus y sont « tout à fait favorables »).